

Réunion du mercredi 1^{er} mars 2023 des neuf organisations de retraité·es Compte-rendu interne à Solidaires.

La réunion s'est tenue dans les locaux de la CGT, de 9 h 45 à 12 heures. Toutes les organisations étaient présentes. Pour l'UNIRS, Gérard Gourguechon et Patrice Perret. C'est Marc Bastide, de la CGT, qui animait la réunion.

La CGT, organisation invitante, introduit la discussion. Nous vivons un moment historique avec l'unité de 8 organisations syndicales. Nos organisations de retraité·es envisagent de mener une action spécifique unitaire, un rassemblement entre 12 h et 14 h devant l'Assemblée nationale, dans la semaine du 13 au 17, nous pensons que ce pourrait être le mercredi 15 qui ne devrait pas être une date retenue par l'intersyndicale interpro. Cette action devrait être nationale avec des initiatives dans les départements.

Journée du 9 mars des jeunes.

La FSU informe de ses contacts avec l'UNEF. L'appel très large des jeunes pour le 9 mars comprend les syndicats étudiants et lycéens de jeunes, des associations comme la JOC, et les organisations politiques de jeunes. La forte répression dans les facs ne permet pas d'y faire quelque chose, donc, pour Paris, la Place de la République a été demandée pour un rassemblement festif dans lequel le G9 pourra intervenir. Dans l'autre sens, des organisations de jeunes viendront intervenir dans notre rassemblement du 15 mars.

FO propose d'ajouter dans le texte le chômage des jeunes.

La CFE-CGC ajoute le fait qu'un étudiant sur deux doit travailler pour payer ses études et pour vivre, au détriment de ses études.

Nous avons aujourd'hui à adopter plusieurs textes (appel aux 7, 8, 9, ... ; communiqué de soutien aux organisations de jeunesse ; appel au 15 mars).

La CGT informe que sa confédération approuve les décisions spécifiques et complémentaires des différentes corporations dont les retraité·es. Elle donne l'exemple d'un G9 départemental qui a circulé dans un supermarché avec un caddie vide et des pancartes dénonçant la vie chère.

La FGR-FP demande de citer la baisse continue des APL.

Solidaires propose de faire le lien avec la loi retraite en ajoutant que 9 jeunes sur 10 trouvent un emploi en remplaçant un ancien qui part en retraite (source : page 95 du [rapport](#) de 2022 de la Dares (Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques dépendant du ministère du travail) et France Stratégie (Institution placée auprès du 1^{er} ministre).

La CFTC souhaite qu'une ligne invite le G9 dans les départements à se rapprocher des organisations de jeunes.

Décision : la FSU intègre les ajouts demandés et envoie ce nouveau projet à adopter rapidement.

Actions spécifiques des retraité·es du 15 mars

La CGT précise que l'intersyndicale interpro se réunit le 7 mars au soir. Évidemment, si une action est décidée la semaine suivante, nous en tiendrons compte afin de ne pas la perturber, ce qui ne sera probablement pas le cas avec notre choix du mercredi 15.

La FGR-FP souhaite un ajout sur la santé qui n'est plus assurée avec la situation des hôpitaux, la baisse du nombre de médecins, les déserts médicaux, ...

Solidaires signale que nous avons déjà décidé le principe de l'action spécifique, sauf la date, ce que nous venons de faire. Il faut ajouter que les départements doivent décider d'une initiative le 15 mars pour que ce soit une action nationale.

La CGT insiste sur l'importance des exonérations de cotisations sociales patronales. Le texte reprend tout ce qui est important. Une phrase doit être ajoutée sur les actions dans les départements.

L'UNRPA Ensemble & Solidaires propose d'ajouter le déni de démocratie de la part du gouvernement en ne permettant que de courts délais pour les débats parlementaires sur une question qui va conduire à chambouler la vie du plus grand nombre.

La CFTC souhaite que la perte du pouvoir d'achat soit illustrée par un exemple précis (+0,30 € sur le beurre). Elle propose d'ajouter « la fin des exonérations injustifiées ».

FO alerte sur le risque d'un texte trop long. Il propose « augmenter les pensions en fonction de l'inflation subie » et de mettre « retrait du projet de réforme ».

La CGT ne veut pas alourdir un texte qui sera complété concrètement dans chaque département. Un quotidien montre toutes les augmentations sur les aliments. Dussopt a craqué sur les 1 200 €.

La place Édouard Herriot est petite, nous nous mettrons en place à 11 h 30 (banderole, camion sono, camion alimentaire). Nous aurons la visite de député·es et nous leur remettrons la demande de rencontre.

Neuf prises de parole, ça fait beaucoup, il faudra se répartir les thèmes.

Pour marquer le coup, nous inviterons la presse qui interrogera qui elle veut.

Chaque organisation fait venir le maximum de monde sur l'Île-de-France, sachant que des départements organiseront quelque chose chez eux.

FO pense que nous serons probablement reçus par un ou plusieurs groupes. Elle propose une seule intervention unitaire au nom des 9 à chaque fois.

La CGT précise que chaque organisation déterminera ses délégations auprès des groupes parlementaires, elle préfère que chaque organisation prenne la parole, la CGT souhaite exprimer ses différences... Cela nécessite de se limiter à 3 minutes par organisation.

La FSU insiste pour que les thèmes des interventions soient répartis. Elle souhaite situer les retraité·es dans ce mouvement social et mettre en avant nos revendications positives.

Les prix vont continuer à augmenter, c'est un angle de mobilisation très fort, elle propose « perte de pouvoir d'achat depuis début 2023, avec une augmentation des pensions de 1 % au moment où les prix flambent ».

Solidaires précise que l'inflation résulte de choix politiques et ne tombe pas du ciel ou de la seule guerre en Ukraine : absence de contrôle des prix, détermination du tarif de l'électricité depuis la mise en place de la concurrence, spéculation permise sur les « marchés » (de l'énergie, de l'agro-alimentaire, des médicaments, etc.), concurrence « libre et non faussée » où les gros mangent les petits et fixent leurs prix et leurs profits.

Il faut aussi avoir en tête que lorsque l'Etat « compense » pour la Sécurité sociale les exonérations de cotisations qui vont bénéficier aux entreprises, de fait, ce sont les familles (qui alimentent à 50 % le budget de l'État par la TVA) qui vont payer les entreprises qui, le plus souvent, vont transformer ceci en dividendes pour les actionnaires.

Les retraité·es ne perdent pas de pension et peuvent alimenter les caisses de grève ou bien aider une personne précise qui fait grève.

Décisions :

- Chaque organisation intervient pendant 3 minutes au maximum.
- La FSU se charge de la rédaction du communiqué annonçant cette initiative et du texte qui sera envoyé aux équipes départementales.
- La CGT se charge de la rédaction du courrier aux parlementaires et de l'organisation pratique du rassemblement devant l'Assemblée nationale.

Consultation « de quoi ai-je besoin pour vivre ? »

Cette consultation a été décidée par la CGT, ce qui a donné la possibilité à 6 000 adhérent·es retraité·es de s'exprimer et pour déterminer des revendications au plus près des besoins.

L'analyse est en cours, elle sera envoyée (avec un questionnaire vierge) à la fin de la semaine au G9 et à la presse.

Elle porte sur de nombreux thèmes : situation personnelle, pension, département, possibilité (ou pas) d'assumer ses dépenses, alimentation correcte, transports, fiscalité, TVA, santé et possibilité de se soigner, accès à la vie sociale et à la culture, solidarité, accès aux services publics, besoin

d'une augmentation des pensions et de quel niveau (les réponses indiquent une retraite portée à 2 000 €), avis sur le syndicalisme. Chaque question offre la possibilité de s'exprimer.

La CGT précise que les questions n'étaient pas faciles à établir, la confédération a aidé à sa rédaction et Harris a prodigué des conseils.

Ensuite de nombreux commentaires et demandes de précisions sont évoquées ... mais nous attendons le questionnaire et son analyse par la CGT pour en parler plus précisément.

Prochaine réunion : lundi 20 mars, à 14 heures, à la FSU.

Relevé de décisions de la réunion du 22 mars

Actions spécifiques des retraité·es du 15 mars

La réunion du 22 février a acté la nécessité d'une journée spécifique de mobilisation des personnes retraitées, à l'appel de nos neuf organisations, afin de renforcer la mobilisation contre la politique gouvernementale.

À Paris, un rassemblement place Édouard Herriot, face à l'Assemblée nationale, se tiendra le mercredi 15 mars entre 12 h et 14 h. Il est souhaité que cette action soit nationale grâce à des initiatives dans tous les départements (qui décideront du lieu de leur rassemblement, préfectures, permanences de parlementaires, etc.).

Le projet FSU de communiqué annonçant cette initiative est amendé, la FSU intègre les ajouts et envoie ce dernier projet, à adopter très rapidement, qui sera envoyé ensuite dans les départements.

La CGT rédige la demande de rencontre le 15 mars avec les groupes parlementaires. Chaque organisation déterminera ses délégations auprès des groupes parlementaires qui nous demanderont d'entrer à l'Assemblée nationale.

Nous tiendrons une conférence de presse dehors, sur la Place, à 12 heures. FO rédige l'invitation à la presse.

Chaque organisation interviendra pendant 3 minutes au maximum, il est souhaité que les thèmes se complètent afin d'éviter les redites.

La CGT gère la « logistique » (contacts avec la préfecture pour autorisation du rassemblement, banderole commune, camionnette sono, camionnette sandwichs, etc.).

Actions avec les organisations de jeunes

Les contacts de la FSU avec l'UNEF confirment l'appel très large des jeunes à un rassemblement festif et revendicatif le 9 mars place de la République à Paris, organisé par les syndicats, des associations de jeunes. Le G9 pourra y intervenir.

Dans l'autre sens, des organisations de jeunes viendront intervenir dans notre rassemblement du 15 mars.

Consultation « de quoi ai-je besoin pour vivre ? »

Cette consultation a été décidée par la CGT pour permettre 6 000 retraité·es membres de la CGT de s'exprimer et pour déterminer des revendications au plus près des besoins.

L'analyse est en cours, elle sera envoyée (avec un questionnaire vierge) à la fin de la semaine au G9 et à la presse.

De longs échanges montrent le grand intérêt de toutes les organisations à ce sondage.

Prochaine réunion : lundi 20 mars à 14 h à la FSU